

(N° 130)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 MARS 1920.

Proposition de loi relative à la fixation légale des conditions de travail
des employés.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Une des catégories actuellement les plus intéressantes parmi les travailleurs est celle des employés. A l'exception de quelques grands centres, où leur nombre a permis la constitution de syndicats, et où aussi une opinion publique avertie a pu exercer une influence sérieuse sur les conditions de travail des employés, la situation de ceux que l'on a appelé les travailleurs intellectuels est souvent déplorable. Dans des centres industriels où les ouvriers sont parvenus, par l'organisation syndicale, à obtenir des salaires élevés et où leurs heures de travail ont été successivement réduites à des limites convenables, les employés en sont réduits à vivre avec des appointements de famine; ils n'ont point le droit de compter leurs heures de travail; leur situation matérielle est lamentable. Beaucoup d'entre eux, qui ont charge de famille, sont dans une situation voisine de la misère.

Il serait difficile de fixer, d'une façon rationnelle et sûre, par un texte législatif, les conditions qui devraient régir le travail des employés de tout un pays. On devrait procéder empiriquement, et étant donnée l'impossibilité de tenir compte de toutes les circonstances particulières à chaque industrie, à chaque commerce, dans des régions différentes, on aboutirait fatalement à la confusion et à l'erreur.

Aussi, le projet que nous avons l'honneur de déposer aujourd'hui sur le Bureau de la Chambre s'inspire-t-il de méthodes qui tiennent compte, essentiellement, de toutes les contingences qui font varier les salaires, de milieu à milieu, d'industries à industries. Il se rattache à une des initiatives heu-

reuses prises par le M. le Ministre Wauters pour résoudre les conflits industriels, et dans l'espèce, à la création de commissions industrielles qui, créées dans toute une série de grandes industries, ont pour mission d'étudier, d'accord avec le Ministre de l'Industrie et du Travail, les difficultés qui peuvent surgir, à l'occasion du travail, entre employeurs et salariés. Rappelons à cet égard la Commission des mineurs, de la métallurgie, de l'industrie textile. Ces institutions ont rendu jusqu'à présent les plus signalés services ; elles ont plus d'une fois, dans cette période où il importe tant à la reconstruction du pays que nos industries travaillent sans accrocs, apaisé les conflits dont les conséquences eussent pu être les plus graves.

Il est à remarquer que ces commissions n'ont pas toujours borné leur rôle à l'examen des conflits généraux, englobant toute une industrie. Elles se sont occupées de nombreux cas particuliers. Citons, par exemple, la Commission de l'industrie textile, dont la compétence s'étend sur les deux Flandres. On n'ignore point que de nombreux industriels, pour échapper, pendant un certain temps, aux conditions de salaire et de travail obtenues par la puissance syndicale, établissent leurs usines, chaque fois que cela leur est possible, dans les centres non industriels ou semi-industriels. Ils y trouvent, d'une part, une main-d'œuvre non syndiquée ou à peine syndiquée, qu'ils exploitent facilement ; mais, d'autre part, ils font une concurrence dure aux industriels des grands centres, dont le prix de revient est, vis-à-vis d'eux, défavorablement influencé par le coût plus élevé de la main-d'œuvre. Or, chaque fois que la Commission a dû intervenir à l'occasion de conflits dans des industries soumises à de telles conditions ; il y a eu tendance marquée à une espèce d'unification des conditions de travail, la situation d'un centre réagissant sur les autres.

La classe ouvrière y a trouvé son profit, l'industrie en général aussi.

Nous nous sommes demandés s'il n'était point possible d'appliquer la méthode indiquée ci-dessus à la fixation des conditions de travail des employés, et si la création de commissions du genre de celles créées par le Ministre de l'Industrie et du Travail ne pourrait produire ce résultat d'équilibrer les conditions de travail des employés de l'industrie et du commerce, de les faire atteindre une norme convenable dans tout le pays, de façon à réaliser ce que l'isolement dans lequel vivent ces travailleurs ne leur a point permis de réaliser. Nous arriverons ainsi, d'une part, à faire atteindre aux traitements des employés un niveau qui, non seulement leur permette de vivre, mais qui corresponde, effectivement, à l'importance du travail fourni par eux.

C'est à cette idée que répond notre projet. Celui-ci crée, par province, une commission d'industriels, de commerçants et d'employés. Elle est présidée par un délégué du Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. Son rôle est de fixer les conditions normales de travail qui devront être appliquées aux employés, dans toute l'étendue de leur ressort, suivant les régions et les industries ou commerces.

La difficulté la plus sérieuse était de rendre leurs décisions effectives.

Nous avons pensé, dès l'abord, à ne déterminer à leur application aucune sanction. Il n'est point douteux, en effet, que l'opinion publique pourrait jouer ici un rôle prépondérant dans l'obtention, pour un groupe déterminé de travailleurs, de conditions de travail plus favorables. L'influence de cette opinion publique aurait pu agir efficacement sur les patrons réfractaires aux décisions des commissions, d'autant plus que, dans l'espèce, ces patrons se trouveraient en opposition flagrante et publique avec leurs pairs. Les facteurs moraux auraient pu efficacement jouer dans ces cas.

Nous avons cru cependant qu'il valait mieux assurer une sanction et ne point hésiter à entrer, une fois de plus, dans la voie de l'obligation. Le temps n'est plus où la moindre intervention du Pouvoir dans les relations entre employeurs et salariés soulevait de véhémentes protestations. Dans de nombreux pays, et entre autres en Belgique, l'État est intervenu, législativement, pour déterminer les conditions de travail qui doivent être appliquées dans l'industrie.

De nombreuses législations étrangères ont organisé les conditions de travail des ouvriers — salaires, heures de travail, etc. — et imposé ces conditions aux employeurs sous des sanctions pénales. Nous trouvons dans certaines de ces législations des comités de salaires dont les pouvoirs sont ceux que notre projet de loi donne aux commissions provinciales qu'il crée.

Notre projet n'innove donc ni en matière de durée du temps de travail, ni en celle des salaires minima, ni en ce qui regarde les sanctions, ni, non plus, en ce qui concerne la compétence des organismes qui détermineront les conditions du travail des employés. Son seul mérite est de combiner les dispositions légales existantes en faveur d'une classe de travailleurs dont le législateur ne s'est pas assez préoccupé jusqu'ici.

EUGÈNE SOUDAN.

**Proposition de loi relative à la fixation
légale des conditions de travail des
employés.**

ARTICLE PREMIER.

Il sera créé, dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi, au chef-lieu de chaque province, par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, une commission composée d'industriels, de commerçants et d'employés. Ces commissions seront présidées par un délégué du Ministre. Les employés seront, chaque fois qu'il sera possible, choisis parmi les membres de syndicats d'employés. Le nombre des membres de ces commissions sera déterminé par un arrêté royal. Ils seront choisis dans les différentes espèces d'industries et de commerces existant dans la province, en proportion de leur importance.

ART. 2.

Ces commissions auront pour mission d'établir, pour chaque province, les conditions normales du travail des employés des industries et commerces de la province, tant au point de vue des appointements ou salaires, que des heures de travail. Elles tiendront compte, dans cet établissement, de tous les éléments qui peuvent influer sur la valeur du salaire ou sur la durée des heures de travail. Elles tendront à établir, pour toute la province où s'étendra leur action, des conditions de travail et de rémunération équivalentes pour les diverses catégories d'employés.

Après approbation du Ministre com-

**Wetsvoorstel tot wettelijke bepaling
van de arbeidsvoorwaarden der
bedienden.**

EERSTE ARTIKEL.

Binnen twee maanden na de afkondiging dezer wet wordt, ter hoofdplaats van elke provincie, eene commissie, bestaande uit nijveraars, handelaars en bedienden, ingesteld door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. Die commissiën worden voorgezeten door een afgevaardigde van den Minister. De bedienden worden, telkens als het mogelijk is, onder de leden van syndicaten van bedienden aangewezen. Het getal leden dier commissiën wordt bij koninklijk besluit bepaald. Zij worden benoemd in de verscheidene nijverheids- en handelstakken, in de provincie bestaande, naar verhouding van hunne belangrijkheid.

ART. 2.

Die commissiën hebben in opdracht, de normale arbeidsvoorwaarden van de bedienden der in de provincie bestaande nijverheids- en handelsbedrijven te bepalen, voor elke provincie, zoo wat de wedden of het loon als wat den arbeidsduur betreft. Bij dit bepalen nemen zij in aanmerking al de gegevens, die de waarde van het loon of den arbeidsduur kunnen beïnvloeden. Zij moeten er zich op toeleggen, gelijke arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden voor de verscheidene soorten van bedienden te bepalen in geheel de provincie waar zij werkzaam zijn.

Hunne beslissingen worden in het

pétent, leurs décisions seront publiées au *Moniteur*.

ART. 3.

Les conditions de travail fixées par les commissions provinciales deviendront des minima obligatoires, en ce sens qu'aucun employeur ne pourra engager un employé à des conditions moins avantageuses que celles fixées par la commission dans le ressort de laquelle il exploite son industrie ou son commerce.

Sera nulle, toute convention conclue entre employeur et employé à des conditions moins avantageuses que celles fixées par les commissions provinciales. L'employé auquel auraient été payés des traitements inférieurs à ceux des barèmes provinciaux aura en tout temps et nonobstant tout engagement contraire, le droit d'en réclamer le montant à son employeur.

ART. 4.

Toute infraction aux décisions prises et publiées par les commissions provinciales sera punie d'une amende de 26 à 100 francs. En cas de récidive, le minimum de l'amende sera porté à 100 francs.

ART. 5.

Les inspecteurs du travail et les délégués à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'exécution de la présente loi. Ils auront, à cette fin, la libre entrée des usines et des maisons de commerce et le libre examen des livres de salaires.

Ils constateront les infractions dans les conditions prévues par la loi du 5 mai

Staatsblad bekendgemaakt, nadat zij door den bevoegden Minister zijn goedgekeurd.

ART. 3.

De arbeidsvoorwaarden, door de provinciale commissiën bepaald, gelden als verplichtende minima, met dien verstande dat geen werkgever een bediende in dienst nemen mag aan min gunstige voorwaarden dan die, welke zijn bepaald door de commissie, binnen welke gebied hij zijne nijverheid of zijnen handel drijft.

Is nietig elke overeenkomst, tussehen werkgever en bediende gesloten aan minder gunstige voorwaarden dan die, door de provinciale commissiën bepaald. De bediende, aan wien lagere wedden dan die der provinciale roosters mochten betaald worden, is te allen tijde en niettegenstaande elke strijdige overeenkomst gerechtigd om van zijnen werkgever het bedrag daarvan te vorderen.

ART. 4.

Elke overtreding van de genomen en bekendgemaakte beslissingen der provinciale commissiën wordt gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank. Bij herhaling wordt het minimum der boete gebracht tot op 100 frank.

ART. 5.

De arbeidsopzieners en de afgevaardigden bij het arbeidstoezicht zijn gelast te zorgen voor de uitvoering dezer wet. Daartoe hebben zij vrijen toegang tot de fabrieken en de handelshuizen en kunnen zij inzage nemen van de loonboekjes.

Zij stellen de overtredingen vast op de wijzen voorzien bij de wet van

1888, à l'inspection des établissements
dangereux, insalubres ou incommodes.

ART. 6.

Les chefs d'industrie ou les commer-
çants seront civilement responsables des
amendes prononcées à charge de leurs
directeurs, préposés ou mandataires.

ART. 7.

Des arrêtés royaux régleront l'exécu-
tion de la présente loi.

5 Mei 1888 voor het toezicht op de
gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke
inrichtingen.

ART. 6.

De hoofden van nijverheidsbedrijven
of de handelaars zijn burgerrechtelijk
aansprakelijk voor de boeten uitgespro-
ken ten laste van hunne bestuurders,
aangestelden of lasthebbers.

ART. 7.

De uitvoering dezer wet wordt bij
koninklijke besluiten geregeld.

EUGÈNE SOUDAN.

AUG. DE BRUYNE.

A. DIERKENS.

VANDEMEULEBROUCKE.

FRANÇOIS VAN BELLE.





(Nr 130)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 MAART 1920.

Wetsvoorstel tot wettelijke bepaling van de arbeidsvoorwaarden der bedienden.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Eene der klassen van arbeiders, die thans de meeste belangstelling verdienen, is die der bedienden. Buiten eenige groote centra's, waar hun aantal toeliet syndicaten tot stand te brengen en waar ook eene goed voorgelichte openbare zienswijze een ernstigen invloed op de arbeidsvoorwaarden der bedienden kon uitoefenen, is de toestand dergenen, die men de intellectuele arbeiders heet, vaak betreurenswaardig. In de nijverheidscentra's, waar de werklieden er in slaagden door de syndicale inrichting hooge loonen te bekomen en waar hun arbeidsduur achtereenvolgens naar behooren werd beperkt, zijn de bedienden gedwongen van hongersnood te leven; zij hebben niet het recht, hunne arbeidsuren te tellen; hun stoffelijke toestand is erbarmelijk. Velen hunner, die aan het hoofd van een gezin staan, verkeerden in eenen toestand die aan ellende grenst.

Bezwaarlijk zou men de voorwaarden, die den arbeid der bedienden van geheel een land zouden moeten regelen, op oordeelkundige en zekere wijze in een wetstekst kunnen vastleggen. Men zou moeten empirisch te werk gaan en daar het onmogelijk is rekening te houden met al de omstandigheden, eigen aan iederen nijverheidstak, aan iederen handel, in verschillende streken, zou men onvermijdelijk in verwarring of in dwaling geraken.

Ook steunt het ontwerp, dat wij de eer hebben heden aan de Kamer voor te leggen, op methodes, waarbij hoofdzakelijk in aanmerking worden genomen al de mogelijke gevallen, die de loonen, van midden tot midden, van nijverheid tot nijverheid, doen verschillen. Het staat in verband met een der voortreffelijke initiatieven, door Minister Wauters genomen om de

geschillen in de nijverheid op te lossen en, in dit geval, met de oprichting van nijverheidscommissiën die, in een geheele reeks nijverheidstakken tot stand gebracht, in opdracht hebben, in onderling overleg met den Minister van Nijverheid en Arbeid de moeilijkheden te bestudeeren welke, naar aanleiding van den arbeid, tusschen wetgevers en bezoldigden kunnen oprijzen. Herinneren wij te dien opzichte aan de Commissiën van de mijnwerkers, van de metaalnijverheid, van de textiel-nijverheid. Tot heden hebben die instellingen de meest uitstekende diensten bewezen; meer dan eens hebben zij, in dit tijdvak waar het voor 's lands herstel zoo noodig is dat onze nijverheidsbedrijven zonder hindernis werken, de geschillen bijgelegd, die de ergste gevolgen konden hebben.

Er dient te worden opgemerkt dat die Commissiën niet altijd hunne rol beperkten tot het onderzoek der algemeene geschillen, welke zich tot eene gansche nijverheid uitstrekten. Met talrijke bijzondere gevallen hielden zij zich onledig. Spreken wij, bij voorbeeld, van de Commissie der textiel-nijverheid, welker bevoegdheid zich uitstrekt over beide Vlaanderen. Het is niet onbekend dat talrijke nijveraars, om gedurende eenigen tijd te ontsnappen aan de loons- en arbeidsvoorwaarden door de macht der syndicaten bekomen, hunne fabrieken in niet-industriele of halfindustriele centrum's vestigen, telkens als dit hun mogelijk is. Daar vinden zij eenerzijds niet gesyndiqueerde of pas gesyndiqueerde handarbeiders, die zij gemakkelijk uitbuiten; doch anderzijds doen zij aan de nijveraars der groote centrum's, wier kostende prijs nadeelig beïnvloed wordt door den hooger prijs van den handarbeid, eene harde mededinging aan. Welnu, telkens als de Commissie moest optreden naar aanleiding van geschillen in aan zulke voorwaarden onderworpen nijverheidsbedrijven, volgde daaruit eene merkelijke strekking om eenigszins eenheid te brengen in de arbeidsvoorwaarden, omdat de toestand van deze of gene plaats inwerkte op de overige plaatsen.

De arbeiders hadden er voordeel bij, ook de nijverheid in 't algemeen.

Wij hebben ons afgevraagd of het niet mogelijk was, de bovengemelde methode toe te passen op de bepaling van de arbeidsvoorwaarden der bedienden en of de oprichting van commissiën in den aard der door den Minister van Nijverheid en Arbeid opgerichte, niet de arbeidsvoorwaarden der nijverheids- en handelsbedienden zou kunnen in evenwicht brengen, hun in het gansche land eene behoorlijke norm doen bereiken, om te verwezenlijken wat de afzondering, waarin die arbeiders leven, hun niet toeliet te verwezenlijken. Zoo zouden wij er toe komen, eenerzijds, de jaarwedden der bedienden te brengen tot op een peil, dat niet alleen hun zou toelaten te leven, maar dat werkelijk zou overeenstemmen met de belangrijkheid van het door hen geleverde werk.

Door die gedachte werd ons dit ontwerp ingegeven. In elke provincie richt het eene Commissie van nijveraars, handelaars en bedienden op. Die Commissie wordt voorgezeten door eenen afgevaardigde van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. Zij heeft in opdracht, de normale arbeidsvoorwaarden te bepalen, welke, volgens de gewesten en de nijver-

heids- of handelsbedrijven, op de bedienden zullen moeten toegepast worden in geheel haar gebied.

De grootste moeilijkheid bestond hierin, aan hunne beslissingen kracht van uitvoering te geven. Eerst hadden wij gedacht geen enkele bekrachtiging voor hunne toepassing te bepalen. Het valt althans niet te betwijfelen, dat de openbare zienswijze hier eene overwegende rol zou kunnen spelen tot het verwerven van gunstigere arbeidsvoorwaarden voor eene bepaalde groep arbeiders. Die openbare meening hadde doelmatig haren invloed kunnen doen gelden op de aan de beslissingen der commissiën weerspannige werkgevers, te meer daar, in dit geval, die werkgevers onloochenbaar en openbaar in strijd zouden zijn met hunne gelijken. De moreele factoren hadden in die gevallen doelmatig kunnen werken.

Wij hebben nochtans geoordeeld dat het beter was eene bekrachtiging te verzekeren en niet te aarzelen eens te meer den weg der verplichting te betreden. De tijd is voorbij, waar het minste optreden der Macht in de betrekkingen tusschen werkgevers en bezoldigden hevig verzet uitlokte. In talrijke landen — en onder andere in België — trad de Staat op, door middel van de wet, om de arbeidsvoorwaarden, die in de nijverheid dienen toegepast te worden, te bepalen.

Talrijke wetten in het buitenland hebben de arbeidsvoorwaarden der werklieden — loonen, werkuren, enz. — geregeld en deze voorwaarden aan de werkgevers met strafbepaling opgelegd. In sommige dier wetten zijn voorzien comiteiten der dagloonen, waarvan de bevoegdheden deze zijn, welke door ons wetsontwerp aan de daardoor opgerichte provinciale commissiën worden verleend.

Ons ontwerp voert dus niets nieuws in, noch voor den arbeidsduur, noch voor de minimumloonen, noch voor de straffen, noch voor de bevoegdheid der instellingen, die de arbeidsvoorwaarden der bedienden zullen bepalen. Het heeft deze enkele verdienste, dat het de wetsbepalingen samenordent die reeds bestaan ten voordeele eener klasse van arbeiders, welke tot heden door den wetgever te veel uit het oog verloren werd.

EUGÈNE SOUDAN.

Proposition de loi relative à la fixation légale des conditions de travail des employés.

ARTICLE PREMIER.

Il sera créé, dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi, au chef-lieu de chaque province, par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, une commission composée d'industriels, de commerçants et d'employés. Ces commissions seront présidées par un délégué du Ministre. Les employés seront, chaque fois qu'il sera possible, choisis parmi les membres de syndicats d'employés. Le nombre des membres de ces commissions sera déterminé par un arrêté royal. Ils seront choisis dans les différentes espèces d'industries et de commerces existant dans la province, en proportion de leur importance.

ART. 2.

Ces commissions auront pour mission d'établir, pour chaque province, les conditions normales du travail des employés des industries et commerces de la province, tant au point de vue des appointements ou salaires, que des heures de travail. Elles tiendront compte, dans cet établissement, de tous les éléments qui peuvent influer sur la valeur du salaire ou sur la durée des heures de travail. Elles tendront à établir, pour toute la province où s'étendra leur action, des conditions de travail et de rémunération équivalentes pour les diverses catégories d'employés.

Après approbation du Ministre com-

Wetsvoorstel tot wettelijke bepaling van de arbeidsvoorwaarden der bedienden.

EERSTE ARTIKEL.

Binnen twee maanden na de afkondiging dezer wet wordt, ter hoofdplaats van elke provincie, eene commissie, bestaande uit nijveraars, handelaars en bedienden, ingesteld door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. Die commissiën worden voorgezeten door een afgevaardigde van den Minister. De bedienden worden, telkens als het mogelijk is, onder de leden van syndicaten van bedienden aangewezen. Het getal leden dier commissiën wordt bij koninklijk besluit bepaald. Zij worden benoemd in de verscheidene nijverheids- en handelstakken, in de provincie bestaande, naar verhouding van hunne belangrijkheid.

ART. 2.

Die commissiën hebben in opdracht, de normale arbeidsvoorwaarden van de bedienden der in de provincie bestaande nijverheids- en handelsbedrijven te bepalen, voor elke provincie, zoo wat de wedden of het loon als wat den arbeidsduur betreft. Bij dit bepalen nemen zij in aanmerking al de gegevens, die de waarde van het loon of den arbeidsduur kunnen beïnvloeden. Zij moeten er zich op toeleggen, gelijke arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden voor de verscheidene soorten van bedienden te bepalen in geheel de provincie waar zij werkzaam zijn.

Hunne beslissingen worden in het

pétent, leurs décisions seront publiées au *Moniteur*.

ART. 3.

Les conditions de travail fixées par les commissions provinciales deviendront des minima obligatoires, en ce sens qu'aucun employeur ne pourra engager un employé à des conditions moins avantageuses que celles fixées par la commission dans le ressort de laquelle il exploite son industrie ou son commerce.

Sera nulle, toute convention conclue entre employeur et employé à des conditions moins avantageuses que celles fixées par les commissions provinciales. L'employé auquel auraient été payés des traitements inférieurs à ceux des barèmes provinciaux aura en tout temps et nonobstant tout engagement contraire, le droit d'en réclamer le montant à son employeur.

ART. 4.

Toute infraction aux décisions prises et publiées par les commissions provinciales sera punie d'une amende de 26 à 100 francs. En cas de récidive, le minimum de l'amende sera porté à 100 francs.

ART. 5.

Les inspecteurs du travail et les délégués à l'inspection du travail sont chargés de surveiller l'exécution de la présente loi. Ils auront, à cette fin, la libre entrée des usines et des maisons de commerce et le libre examen des livres de salaires.

Ils constateront les infractions dans les conditions prévues par la loi du 5 mai

Staatsblad bekendgemaakt, nadat zij door den bevoegden Minister zijn goedgekeurd.

ART. 3.

De arbeidsvoorwaarden, door de provinciale commissiën bepaald, gelden als verplichtende minima, met dien verstande dat geen werkgever een bediende in dienst nemen mag aan min gunstige voorwaarden dan die, welke zijn bepaald door de commissie, binnen welker gebied hij zijne nijverheid of zijnen handel drijft.

Is nietig elke overeenkomst, tusschen werkgever en bediende gesloten aan minder gunstige voorwaarden dan die, door de provinciale commissiën bepaald. De bediende, aan wien lagere wedden dan die der provinciale roosters mochten betaald worden, is te allen tijde en niettegenstaande elke strijdige overeenkomst gerechtigd om van zijnen werkgever het bedrag daarvan te vorderen.

ART. 4.

Elke overtreding van de genomen en bekendgemaakte beslissingen der provinciale commissiën wordt gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank. Bij herhaling wordt het minimum der boete gebracht tot op 100 frank.

ART. 5.

De arbeidsopzieners en de afgevaardigden bij het arbeidstoezicht zijn gelast te zorgen voor de uitvoering dezer wet. Daartoe hebben zij vrijen toegang tot de fabrieken en de handelshuizen en kunnen zij inzage nemen van de loonboekjes.

Zij stellen de overtredingen vast op de wijzen voorzien bij de wet van

1888, à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

ART. 6.

Les chefs d'industrie ou les commerçants seront civilement responsables des amendes prononcées à charge de leurs directeurs, préposés ou mandataires.

ART. 7.

Des arrêtés royaux régleront l'exécution de la présente loi.

5 Mei 1888 voor het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen.

ART. 6.

De hoofden van nijverheidsbedrijven of de handelaars zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de boeten uitgesproken ten laste van hunne bestuurders, aangestelden of lasthebbers.

ART. 7.

De uitvoering dezer wet wordt bij koninklijke besluiten geregeld.

EUGÈNE SOUDAN.

AUG. DE BRUYNE.

A. DIERKENS.

VANDEMEULENBROUCKE.

FRANÇOIS VAN BELLE.

